

**Présentation dans le cadre des consultations prébudgétaires du
Comité permanent des finances**

Août 2011



Sommaire

Depuis quelques années, l'industrie canadienne des produits forestiers a entrepris de se transformer. Le gouvernement fédéral a été et est toujours un important partenaire de ce processus pendant ce que plusieurs considèrent comme la période la plus difficile de notre longue histoire. Par des investissements stratégiques ciblés dans l'industrie, grâce au Plan d'action économique du Canada et à la Stratégie sur la compétitivité à long terme de l'industrie, le gouvernement a aidé l'industrie à accélérer sa transformation et, ce faisant, a agi comme catalyseur pour la reprise économique et la création d'emplois dans les collectivités rurales du pays.

L'impulsion transformationnelle et économique que ces investissements ont engendrée est claire : les entreprises forestières investissent dans de nouvelles technologies, établissent des partenariats avec d'autres secteurs et vendent leurs produits sur de nouveaux marchés. Le maintien de ces programmes essentiels aidera à soutenir cette impulsion ainsi que la reprise économique dans les collectivités canadiennes qui dépendent de la forêt.

Les pays et les entreprises qui disposent d'un cadre stratégique adéquat, de la volonté de favoriser l'innovation par la R&D et de la capacité à mettre en œuvre la technologie résultante pourront accaparer des parts de marché de la nouvelle économie et profiter de taux de croissance bien supérieurs à ceux que génère l'industrie traditionnelle des produits forestiers. Des pays concurrents comme les États-Unis et l'Europe agissent de façon dynamique pour accélérer le passage de leur industrie vers la bioéconomie, grâce à des investissements gouvernementaux substantiels dans des domaines clés comme la production de bioénergie et les technologies propres. Si le gouvernement et l'industrie continuent de collaborer pour renforcer la compétitivité et trouver des solutions gagnantes pour l'avenir, nous pouvons tirer parti des gains obtenus à ce jour et nous faufiler devant nos concurrents internationaux.

En prenant des mesures pour appuyer la transformation de l'industrie dans le budget 2012, le gouvernement contribuera aussi à soutenir la reprise économique et à créer des emplois dans 200 collectivités forestières canadiennes d'un océan à l'autre. Le gouvernement devrait plus particulièrement se concentrer sur les points suivants :

- 1. Prolonger le financement des programmes de base en vertu de sa Stratégie sur la compétitivité à long terme de l'industrie forestière;**
- 2. Fournir un accès à un « fonds d'accélération » remboursable qui aiderait les entreprises à tirer profit des nouvelles possibilités basées sur l'énergie propre et la technologie;**
- 3. Appuyer la mise en œuvre de *l'Entente sur la forêt boréale canadienne*.**

Dans une période d'incertitude économique, une intervention gouvernementale stratégique demeure essentielle pour garder l'économie sur ses rails, maintenir la reprise et protéger les emplois. En travaillant avec l'industrie, le gouvernement peut aider à faire en sorte que l'avantage et l'élan du Canada se poursuivent, que les progrès réalisés jusqu'ici ne soient pas perdus et que le Canada continue à attirer les investissements.

Des investissements gouvernementaux bien pensés qui nous mettent sur la bonne voie

Les consultations prébudgétaires du comité arrivent à point nommé pour l'économie du Canada et le secteur manufacturier. En effet, les économies mondiales restent dans une situation délicate alors que la crise de la dette s'étend à d'autres pays, y compris des pays du G-8. Dans ce contexte, le gouvernement doit à la fois assurer sa responsabilité au plan fiscal tout en veillant à préserver la stabilité de l'économie et les emplois. C'est pourquoi l'industrie appuie la priorité exprimée par le comité pour cette consultation, qui est de trouver comment assurer une reprise économique soutenue au Canada et créer des emplois durables et de qualité.

Du point de vue de l'industrie, il est clair que la réponse du gouvernement à la crise financière de 2008 et à la récession a permis à l'économie canadienne de faire face à la situation et de se positionner devant d'autres pays du G-8. Les investissements sensés, ciblés et stratégiques du Plan d'action économique du Canada ont particulièrement aidé à accélérer la stabilisation et la reprise de l'économie, ce qui a contribué à préserver des emplois partout au pays. De plus, la situation fiscale relativement solide du Canada donne au gouvernement la possibilité de continuer à faire des investissements stratégiques pour maintenir la position concurrentielle du pays.

Le comité et le gouvernement sont certainement conscients de la nature et de l'impact des difficultés économiques qu'a affrontées l'industrie pendant la récession. Toutefois, au cours des dernières années, l'industrie canadienne des produits forestiers a entrepris une transformation et se dirige activement vers de nouvelles gammes de produits et de nouveaux marchés au sortir de la récession. Le gouvernement fédéral a été et est toujours un partenaire essentiel pour appuyer les efforts de repositionnement de l'industrie et de maintien des emplois au Canada rural.

L'industrie a déjà eu un certain succès dans sa volonté de se renouveler, mais sa transformation est toujours à ses débuts. La persistance de l'incertitude économique et de la volatilité des marchés dans le monde continue de menacer la reprise économique fragile du Canada ainsi que les progrès réalisés par l'industrie. La reprise et les gains de l'industrie sont de plus mis en péril par la valeur du dollar canadien, qui demeure élevée, et par les subventions gouvernementales massives des pays concurrents, principalement dans la production de bioénergie, qui ont considérablement biaisé la situation à l'avantage des industries forestières des autres pays. Dans ce contexte, l'industrie recommande que :

Le comité presse le gouvernement de maintenir sa capacité à agir rapidement, stratégiquement et de façon claire, comme il l'a fait en 2008, pour que l'économie canadienne demeure en position de force.

Travailler ensemble pour préserver les emplois et la reprise économique

Le Canada doit veiller à disposer d'un cadre stratégique solide pour égaliser ses chances par rapport aux pays forestiers concurrents, améliorer la compétitivité de l'industrie sur les marchés mondiaux et créer et préserver des emplois dans les collectivités rurales partout au pays.

Le Plan d'action économique du Canada (le plan) s'est avéré un moyen efficace pour réagir à la crise du crédit de 2008 et à la récession qui a suivi. Les investissements à long terme dans l'industrie forestière effectués dans le cadre du plan ont permis de conserver des emplois et d'uniformiser les règles du jeu en contrant partiellement les effets négatifs des subventions à la bioénergie et à la production dans d'autres pays. De plus, le plan a contribué à susciter l'intérêt des investisseurs, des clients, des fournisseurs et des parties intéressées qui reconnaissent le potentiel énorme que représente l'utilisation de la fibre ligneuse pour produire une gamme de nouveaux produits de grande valeur, ce qui a stimulé l'économie et fourni des avantages indirects considérables.

Par exemple, le Programme d'écologisation des pâtes et papiers a financé environ 90 projets pour un coût moyen de 11 millions de dollars dans 34 collectivités au pays. En plus d'aider ces entreprises et ces communautés à se positionner pour l'avenir en améliorant leur compétitivité économique, ces investissements soutiennent 12 000 emplois directs à temps plein dans le secteur forestier ainsi que des milliers d'emplois indirects dans des collectivités forestières rurales. En outre, ils ont permis de produire suffisamment de nouvelle énergie renouvelable pour alimenter 200 000 foyers ou une ville de la taille de Québec. Ces investissements ont aussi aidé l'industrie à réduire ses émissions annuelles de CO₂ de 1375 millions de tonnes – soit l'équivalent d'éliminer 100 000 voitures de nos routes.

Plusieurs autres programmes publics-privés appuyés par le gouvernement fédéral jouent également un rôle majeur dans l'appui à la transformation de l'industrie et aux emplois en milieu rural. Ces programmes, qui sont au cœur de la stratégie du gouvernement sur la compétitivité à long terme de l'industrie, ont contribué à la diversification des marchés au point où l'industrie est devenue le plus grand exportateur canadien en Chine et en Inde. Ils ont aussi aidé à mettre en œuvre des projets pilotes et de démonstration pour les nouvelles technologies, ce qui est essentiel pour tirer le maximum de valeur de chaque arbre récolté par l'industrie et pour profiter des possibilités lucratives à valeur ajoutée de la bioéconomie mondiale, un pilier de la stratégie de transformation de l'industrie.

Ces investissements ont un profond impact sur les collectivités de tout le pays. Ils aident l'industrie à se construire pour l'avenir tout en créant et en maintenant des emplois et en alimentant la reprise économique. Qui plus est, leurs effets indirects contribuent à faire progresser le programme du gouvernement sur un certain nombre de fronts, en particulier pour ce qui est de l'environnement et de la création d'emplois.

L'impulsion transformationnelle et économique que ces investissements ont engendrée est claire : les entreprises forestières investissent dans de nouvelles technologies, établissent des partenariats avec d'autres secteurs et vendent leurs produits sur de nouveaux marchés. En période d'incertitude économique, **le maintien de ces programmes essentiels, ainsi que du pouvoir amélioré de prêter d'Exportation et développement Canada**, aidera à soutenir cette impulsion de transformation, les emplois ainsi que la reprise économique dans les collectivités canadiennes qui dépendent de la forêt.

Les pays et les entreprises qui disposent d'un cadre stratégique adéquat, de la volonté de favoriser l'innovation par la R&D et de la capacité à mettre en œuvre la technologie résultante pourront accaparer des parts de marché de la nouvelle économie et profiter de taux de croissance bien supérieurs à ceux que génère l'industrie traditionnelle des produits forestiers. Des pays

concurrents comme les États-Unis et l'Europe agissent de façon dynamique pour accélérer le passage de leur industrie vers la bioéconomie, grâce à des investissements gouvernementaux considérables dans des domaines clés comme la production de bioénergie et les technologies propres. Si le gouvernement et l'industrie ne travaillent pas ensemble pour renforcer la compétitivité et trouver des solutions gagnantes pour l'avenir, nous menaçons les gains obtenus à ce jour et nous perdrons du terrain par rapport à nos concurrents internationaux.

Recommandations pour le budget 2012

L'industrie est consciente de la situation fiscale difficile du gouvernement et comprend que les investissements futurs doivent être ciblés, stratégiques et avoir de l'impact. Toutefois, ce n'est pas le moment d'éliminer brutalement l'appui à des programmes qui aident réellement à stimuler la croissance de l'économie du Canada rural. Agir ainsi menacerait les emplois en milieu rural ainsi que les progrès que l'industrie et le gouvernement ont réalisés ensemble pour bâtir l'industrie des produits forestiers de nouvelle génération. Dans le contexte économique mondial actuel, l'APFC formule trois recommandations au comité qui, si elles sont mises en œuvre, aideront à atteindre les objectifs fixés de soutien à la reprise économique et de création d'emplois durables et de qualité. L'industrie presse le comité de recommander au gouvernement, pour le budget 2012, de :

1. Continuer à financer les programmes de base de sa Stratégie sur la compétitivité à long terme de l'industrie forestière (64 millions de dollars/année, diminuant progressivement sur 5 ans)

Il s'agit des programmes suivants : Programme canadien d'exportation des produits du bois, Initiative Le bois nord-américain d'abord, Programme de promotion du leadership environnemental du Canada dans le secteur forestier (LEAF), Valeur au bois et Programme des technologies transformatrices. Ces programmes sont essentiels pour que l'industrie augmente ses exportations sur les marchés émergents et sur le marché en pleine expansion de la bioéconomie, qui représente 200 milliards de dollars.

2. Fournir un accès à un « fonds d'accélération » remboursable qui aiderait les entreprises à tirer profit des nouvelles possibilités basées sur l'énergie propre et la technologie (300 millions de dollars; les contributions individuelles seraient remboursables).

Les progrès technologiques et les partenariats avec des entreprises biotechnologiques ouvrent des avenues de transformation viables pour l'industrie, qui lui permettront de diversifier ses revenus, de créer de nouveaux emplois et de favoriser l'autonomie économique. Par exemple, l'industrie est une grande source d'énergie propre (elle en produit déjà suffisamment pour remplacer trois réacteurs nucléaires) et avec une aide gouvernementale, elle peut tripler cette production. Chaque région du pays dispose de possibilités uniques, mais pour en profiter, le Canada doit être sur le même pied que ses concurrents internationaux, qui ont fourni à leur industrie des incitatifs financiers importants et un appui à la production d'énergie propre. Offrir du capital à faible coût, remboursable, est une façon d'aider à aplanir ces différences pour que ces possibilités puissent être exploitées.

3. Appuyer la mise en œuvre de l'Entente sur la forêt boréale canadienne, y compris la participation des Premières nations canadiennes (4 millions de dollars par année pour 2 ans).

L'Entente sur la forêt boréale canadienne (EFBC), signée en 2010, est un accord de conservation de premier plan négocié et signé par l'industrie et la communauté environnementale, qui aidera les parties à voir à des impératifs sociaux, économiques et environnementaux parfois conflictuels de manière à saisir les nouvelles possibilités économiques associées à des produits forestiers de la plus grande qualité environnementale. C'est un exemple remarquable qui illustre comment les partenariats entre l'industrie et la société civile peuvent s'attaquer aux défis que pose l'environnement. L'industrie est susceptible d'en tirer grandement avantage sur le marché, car le développement durable et le rendement environnemental constituent des critères de plus en plus importants pour les acheteurs.

Par ailleurs, la réputation du Canada à l'échelle mondiale comme économie écoresponsable pour ce qui est de l'extraction des ressources pourra profiter grandement de la reconnaissance soutenue de l'EFBC dans le monde. À cette fin, un modeste appui gouvernemental contribuera à ce que l'entente atteigne son plein potentiel et profite au pays dans son ensemble.

Conclusion

Bien que l'industrie canadienne des produits forestiers ait été confrontée à des difficultés économiques majeures ces dernières années, elle a consacré beaucoup d'efforts à se transformer et a commencé à montrer certains signes positifs au plan économique. La stratégie de transformation de l'industrie a en effet commencé à porter fruit et en 2010, l'industrie a affiché des gains au plan des exportations totales, des revenus totaux et du PIB. L'industrie et le gouvernement doivent continuer à collaborer pour que nous conservions notre avantage au plan international. Si l'industrie et le gouvernement réussissent à mettre en place un cadre stratégique adéquat, l'industrie créera des emplois et prospérera à l'avantage de l'économie canadienne, de la société et de notre environnement naturel.

À propos de l'APFC

L'APFC offre une voix, au Canada et à l'étranger, aux producteurs canadiens de bois, de pâte et de papier pour les questions touchant le gouvernement, le commerce et l'environnement.

L'industrie des produits forestiers, dont le chiffre d'affaires atteint 57 milliards de dollars par année et qui représente 2 % du PIB du Canada, est l'un des plus gros employeurs du pays, a des activités dans des centaines de collectivités et procure 600 000 emplois directs et indirects d'un océan à l'autre.